

COMMUNIQUE DE PRESSE

Eaux de surface contaminées par le glyphosate : son interdiction relève de l'urgence sanitaire.

Une étude commandée par Pesticide Action Network et le groupe des Verts/ALE au Parlement européen pointe que les eaux de surface sont contaminées au glyphosate dans 11 des 12 pays testés. “*Cette contamination constitue une menace importante pour la vie aquatique et entraîne des coûts exorbitants pour les compagnies des eaux. L'étude confirme que le glyphosate doit être interdit*”, estiment la députée européenne Saskia Bricmont et la députée fédérale Séverine de Laveleye (Ecolo).

L'analyse des eaux de surface commandée par les Verts européens et l'association Pesticide Action Network vise à faire la lumière sur l'étendue de la pollution découlant de l'utilisation actuelle des herbicides à base de glyphosate dans l'Union européenne. Les résultats sont interpellants : le glyphosate ou son métabolite AMPA ont été détectés au-delà de 0,2 µg/L dans 17 des 23 échantillons d'eau de rivière provenant de 11 des 12 pays, y compris en Belgique. Plus inquiétant encore, cinq des 23 échantillons prélevés contiennent du glyphosate à des niveaux dépassant la limite de sécurité fixée à 0,1 µg/L dans l'eau potable.

“De précédentes études avaient déjà montré qu'on retrouvait du glyphosate jusque dans le corps humain, à la suite de contaminations alimentaires. Cette nouvelle analyse, qui porte sur la qualité des eaux de surface, pointe que c'est l'ensemble de nos écosystèmes qui sont concernés par cette contamination”, déplore Saskia Bricmont. “Cette situation est une menace pour la vie aquatique, et entraîne des coûts pour les compagnies des eaux qui doivent rendre l'eau propre à la consommation. Le glyphosate constitue une menace sanitaire et environnementale à laquelle il est temps de mettre fin.”

Contre toute logique, la Commission européenne s'apprête pourtant à proposer un renouvellement de l'autorisation d'utilisation du glyphosate. Un choix que Saskia Bricmont juge incompréhensible.

“Les résultats d'études précédents et de cette nouvelle étude confirment que l'utilisation actuelle du glyphosate entraîne une exposition généralisée à cette substance dangereuse. Continuer dans cette voie ne se justifie pas alors que nous nous sommes engagés, lors de la COP15 biodiversité, à restaurer la nature et empêcher une sixième extinction des espèces. Il est urgent d'interdire le glyphosate”, plaide l'eurodéputée.

Saskia Bricmont

Députée Ecolo au Parlement européen

Les Etats membres de l'UE devront prochainement se prononcer sur ce renouvellement. Du côté belge, la députée fédérale Séverine de Laveleye (Ecolo) enjoint le gouvernement fédéral à s'y opposer fermement.

“La Belgique doit exiger le non-renouvellement de la licence du glyphosate par la Commission européenne. Vu l'impact généralisé sur la santé, l'environnement, la qualité des eaux, tel que le dévoile encore une fois l'étude des écologistes européens, ainsi que les effets néfastes de l'exposition sur de nombreuses espèces, dont l'être humain, nous n'avons plus d'autre choix que d'interdire son utilisation”, souligne-t-elle.

Les parlementaires concluent en rappelant que des alternatives au glyphosate existent et qu'il est temps d'entamer un nouveau chapitre de l'agriculture durable plus respectueux de la santé des écosystèmes, des consommateurs ainsi que des agriculteurs et des agricultrices.

Contacts presse:

Pour Saskia Bricmont
Camille Goret
camille.goret@europarl.europa.eu
+32 493 18 82 80

Pour Séverine de Laveleye
Julie Belien
julie.belien@ecolo.be

Saskia Bricmont

Députée Ecolo au Parlement européen